

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51423

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Dans ce cadre des politiques nationales et internationale, et suivant les périodes que Lipgens distingue dans l'après-guerre, l'histoire des associations elles-mêmes constitue le fil directeur du livre. Lipgens distingue »simply scattered expressions of individual opinions« des »organized groups with explicit programmes« (p. 107); de ces derniers, le livre retrace une histoire très détaillée et fortement documentée pour les sept pays principaux ainsi que pour les associations supra-nationales. Le lecteur trouvera les noms des principaux instigateurs, de larges extraits des programmes, une analyse des structures et un bilan des activités de chacune des nombreuses organisations (cf. le schéma pp. 700-701), ceci aussi bien pour les grands mouvements telle la »Fédération« autour de Robert Aron, Bertrand de Jouvenel, Gabriel Marcel etc., que pour des associations mineures comme »Socialisme et Liberté« fondé par Henry Frenay (p. 359), pour ne citer que deux exemples français.

Un plan rigoureux et détaillé rend aisée l'utilisation de ce gros ouvrage aussi bien à ceux qui y chercheront seulement certaines informations précises ou qui souhaiteront suivre un problème particulier à travers les multiples ramifications de ces débuts d'organisations et de politique européennes. Mentionnons encore l'excellente traduction qui rend bien le style clair et net de l'original.

Il est évident que dans un livre qui aborde la plupart des problèmes controversés de l'immédiat après-guerre, certaines interprétations peuvent être sujettes à discussion, notamment dans la mesure où les archives de cette époque deviennent maintenant plus facilement accessibles; ainsi, on peut se demander si la politique extérieure française en 1945/46 n'a pas été en réalité plus ambivalente qu'elle ne l'a paru aux précurseurs de l'Europe unie. Mais indépendamment de ce genre de questions, l'ouvrage restera un manuel indispensable à tous ceux qui s'intéressent aux débuts de l'action européenne après 1945.

Le second volume mettra davantage l'accent sur l'attitude des autres forces politiques dans les pays européens, bien que le problème soit déjà évoqué ici, et il analysera notamment les réalisations des programmes mis sur pied dans l'immédiat après-guerre; ces réalisations aboutirent notamment au Conseil de l'Europe en 1949, compromis que Lipgens qualifie, par rapport aux espoirs des années 1945/47 analysés dans ce premier tome, de »Failure of the First Attempt« (p. XVI).

Rainer HUDEMANN, Trier

Henning KÖHLER, *Das Ende Preußens in französischer Sicht*, Berlin-New York (de Gruyter) 1982, 122 p. (Historische Kommission zu Berlin. Forschungen zur preußischen Geschichte, 53).

L'étude de M. Köhler sur »La fin de la Prusse du point de vue français« s'inscrit dans le cadre du programme de recherches sur l'histoire prussienne de la commission historique de Berlin et constitue le 53<sup>e</sup> volume de ses publications. C'est dire l'attention que les historiens allemands prêtent à ce sujet et le succès de l'exposition sur la Prusse (Berlin, 1981) témoigne de l'intérêt que ce thème suscite dans le grand public. A cette occasion de nombreux auteurs ont tenté de réhabiliter la Prusse, qui passe habituellement pour avoir été un Etat réactionnaire et militarisé, alors que Frédéric II faisait preuve de libéralisme et de tolérance à l'égard de ses sujets, que le fonctionnaire prussien était un modèle de probité et de loyalisme et que le gouvernement de Otto Braun fut sous la République de Weimar celui qui résista le mieux aux entreprises nazies et manifesta jusqu'au coup d'Etat de von Papen en 1932 le plus grand respect pour les institutions démocratiques. Le livre de Sebastian Haffner, »Preußen ohne Legende« reflète admirablement ce nouvel état d'esprit en RFA tandis qu'en RDA, les signes visibles d'un retour à la Prusse se multiplient, qu'il s'agisse de la statue équestre de Frédéric II sur l'avenue »Unter den Linden« ou

du ton moins conformiste de la littérature consacrée aux «héros nationaux» (cf. la biographie de Frédéric II par Ingrid Mittenzwei, parue à Berlin en 1979).

En France, la Prusse a mauvaise réputation et le rôle joué par Bismarck dans la réalisation de l'unité allemande n'est sans doute pas étranger à la naissance de ce sentiment. En effet, l'image de la Prusse qui s'est imposée après la guerre de 1870-1871 est celle d'un Etat féodal et militarisé qui, après avoir fédéré les Allemagnes par la force et la ruse, a été le principal agent de l'hégémonie allemande sur le continent européen. Certes on concède que Bismarck, une fois son objectif atteint, s'est efforcé de pratiquer une politique d'équilibre par un jeu subtil d'alliances et de contre-assurances, mais après son éviction du pouvoir, les ambitions pangermanistes l'auraient emporté et conduit aux affrontements de la grande guerre. On conçoit donc qu'au terme des hostilités, la France ait demandé des garanties pour sa sécurité et ait tenté de soustraire les provinces rhénanes à l'influence prussienne qui s'y exerçait depuis un siècle.

L'échec de cette politique, la faillite du système de Versailles et la montée du nazisme, qui se réclamait aussi de l'héritage prussien, n'étaient pas de nature à modifier l'optique de la majorité des Français entre les deux guerres et il est assez significatif que sous le régime de Vichy certains collaborateurs aient justifié leur attitude en opposant le «jeune apôtre nazi» qui militait pour l'«Europe Nouvelle» à l'ancien soldat prussien à l'encontre duquel les préventions restaient toujours aussi fortes. Ceux qui avaient rallié la Résistance n'entraient pas dans cette casuistique, mais la dissolution de la Prusse leur paraissait être la condition sine qua non de l'organisation de la paix après la victoire sur les puissances de l'Axe. La décision du Conseil interallié du 25 février 1947 leur donnait satisfaction à cet égard, même si les négociations d'un traité de paix avec l'Allemagne n'en furent pas facilitées. En tout cas après la conférence de Moscou de mars-avril 1947 où se dessinèrent les clivages de la guerre froide, la France dut renoncer aux prétentions qu'elle avait émises d'un démembrement de l'Allemagne et de la création d'une zone de sécurité en Rhénanie.

Le propos de M. Köhler est d'analyser l'image de la Prusse dans le discours politique français, mais il est conduit insensiblement à évoquer l'ensemble des mesures préconisées ou adoptées par la France depuis la fin de la première guerre mondiale pour conjurer la menace allemande.

L'amorce de sa recherche est la dissolution de l'Etat prussien par le Conseil interallié, en février 1947. Or du fait d'une grève de la presse parisienne, l'événement ne donna pas lieu à des commentaires et à des débats publics en France de sorte qu'il dut renoncer à analyser le contenu des journaux. Quant aux documents diplomatiques de l'époque, ils ne sont pas encore accessibles, ce qui excluait leur exploitation pour établir les faits. Aussi M. Köhler fut-il contraint d'élargir le champ de ses investigations et d'aborder son sujet par le détour de la politique allemande de la France au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Le dossier qu'il a constitué fait clairement ressortir la valeur symbolique de la Prusse dans l'imaginaire des Français et le souci qu'avaient le Général de Gaulle et son Ministre des Affaires Etrangères, Georges Bidault, de garantir la sécurité de la France par le démembrement de l'Allemagne, l'abaissement de la Prusse et la création d'une nouvelle confédération du Rhin, assortie d'une prise de gages économiques en Sarre. Cet objectif fut poursuivi de 1945 à 1947 avec une constance remarquable en dépit des réserves formulées au sein de la SFIO et de la tentative avortée de l'éphémère cabinet Blum (hiver 1946-1947) de faire prévaloir une solution de type fédéraliste. En définitive, ce sont les vicissitudes des relations avec l'Union soviétique et les divergences entre alliés sur l'organisation de l'Europe d'après-guerre qui ont sonné le glas des prétentions françaises, bien plus que la rupture du consensus national sur les mesures à prendre pour «mettre l'Allemagne hors d'état de nuire». Ainsi, M. Köhler relève-t-il qu'après les élections de juin 1946, qui sont défavorables aux socialistes, ceux-ci tiennent un discours qui ne se distingue plus guère de celui de leurs partenaires dans les coalitions tripartites et que leur interprétation du mémorandum de Léon Blum de janvier 1946 n'aurait pas été désavouée par les disciples de Jacques Bainville.

Les cinq premiers chapitres de l'ouvrage sont consacrés à une analyse systématique de la politique française vis à vis de l'Allemagne pendant la période de référence. Ils comportent peu d'éléments nouveaux mais ont le mérite de souligner la vigueur du préjugé antiprussien dans les interventions des parlementaires et les publications spécialisées de l'époque. Dans les « Cahiers du Rhin » et « Le fait du jour », qui soutiennent la politique officielle, les fonctionnaires prussiens font l'objet de diatribes constantes et l'accent est mis sur la nécessité de soustraire à leur férule les populations rhénanes. On trouve également une condamnation de la Prusse dans les discours prononcés devant l'Assemblée constituante en 1946 et il suffit pour s'en convaincre de lire les extraits reproduits en annexe. M. Köhler manifeste à plusieurs reprises un certain agacement à l'égard de cette vision caricaturale de l'histoire prussienne mais le schématisme qu'il dénonce n'oblitére pas le problème réel que représentait l'Allemagne pour la sécurité de la France après 1871.

L'ouvrage se clôt par l'évocation des constantes de la politique allemande de la France depuis la fin de la première guerre mondiale. On sait qu'elle avait eu une politique rhénane dont Maurice Barrès fut le chantre inspiré mais qu'elle y renonça en échange de garanties qui s'avérèrent fragiles dès lors que les Etats-Unis se retirèrent de la SDN et que les Britanniques refusèrent de s'engager trop avant sur le continent. Les arrangements ultérieurs qui débouchèrent sur l'aménagement des réparations et le pacte de Locarno devaient porter des fruits décevants. Enfin, l'avènement de Hitler marqua un tournant dans l'histoire de l'Allemagne et suscita des bouleversements qui allaient faire voler en éclats les dernières barrières contre l'expansion germanique. On conçoit donc que le Général de Gaulle qui avait médité les leçons de l'histoire et pris en charge l'intérêt national après la débâcle de 1940, ait renoué avec la philosophie qui avait inspiré les dirigeants de la III<sup>e</sup> République en 1918 et ait tenté d'appliquer la politique dont l'échec avait eu des conséquences si désastreuses pour la France.

S'agissant de la période de l'entre deux guerres, M. Köhler retrace d'une manière concise l'évolution des positions de l'Action française et les réactions suscitées par l'accession au pouvoir de Hitler. A cet égard, la note de l'ambassadeur André François-Poncet sur la journée de Potsdam (21 mars 1933) est révélatrice des ambiguïtés du phénomène nazi et des incertitudes qu'il faisait naître en France. En effet, on ne peut nier la référence des nazis à la tradition prussienne, même si elle relève de la démagogie et l'obsession anti-prussienne n'aveuglait pas les Français au point de les empêcher de percevoir la signification de la déposition de Otto Braun par von Papen, en 1932. Toutefois, à la fin de la seconde guerre mondiale, le thème de la Prusse resurgit dans le débat français sur l'avenir de l'Allemagne et le Général de Gaulle s'exprime très nettement sur ce sujet de 1945 à 1947. Il semble même que cette préoccupation ne l'ait jamais quitté puisqu'il se serait enquis en 1959 auprès du bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Brandt, du sort de la Prusse, qu'il situait dans l'espace géographique placé sous la souveraineté de la RDA, entre l'Elbe et l'Oder...

Le livre de M. Köhler se veut démystificateur et l'auteur ne ménage pas ses efforts pour montrer l'écart entre la Prusse réelle et l'image que s'en font les Français. Son argumentation est rigoureuse et solidement étayée, mais sa démonstration aurait été plus convaincante s'il n'avait pas sous-estimé la préoccupation de sécurité de la France après la proclamation de l'Empire allemand en 1871. Certains auteurs comme A. W. De Porte<sup>1</sup> n'hésitent pas à voir dans cet événement, suscité par la Prusse, la destruction du système de l'équilibre européen et l'origine des « guerres en chaîne ». En outre, des sociologues allemands comme Adorno et Horkheimer, considèrent que les vertus prussiennes ont pu donner naissance au « caractère autoritaire » qui a servi de terreau au nazisme. Dans ces conditions, le discours français sur la Prusse et l'Allemagne

1 A. W. De PORTE, *Europe between the Superpowers. The enduring balance*, New Haven, Londres 1979, 256 p.

n'est peut-être pas aussi arbitraire que le prétend M. Köhler et conviendrait-il de situer le problème dans un contexte plus large que celui qui a été retenu ici si l'on veut vraiment dissiper les malentendus franco-allemands.

Jean KLEIN, Paris

Hans-Peter SCHWARZ, Geschichte der Bundesrepublik Deutschland in fünf Bänden. Hg. von Karl Dietrich BRACHER, Theodor ESCHENBURG, Joachim C. FEST, Eberhard JÄCKEL. Bd. 2: Die Ära Adenauer 1949–1957, Stuttgart (Deutsche Verlags-Anstalt) und Wiesbaden (F. A. Brockhaus) 1981, 541 S.

Das Erscheinen des ersten Bandes der auf fünf Bände angelegten, von namhaften Zeithistorikern und Politikwissenschaftlern (Karl Dietrich Bracher, Theodor Eschenburg, Joachim C. Fest, Eberhard Jäckel) herausgegebenen »Geschichte der Bundesrepublik Deutschland« ist mit Recht als »ein wissenschaftliches Ereignis und zugleich ein Politikum ersten Ranges« (Andreas Hillgruber in der FAZ) gewürdigt worden.

Eine umfassende Gesamtdarstellung aus berufener Feder war nicht zuletzt deshalb wünschenswert, weil eine Reihe von »kritischen« publizistisch-journalistischen Arbeiten manche Verzeichnung gebracht, zur Entstehung mancher Legende geführt hat. Da namentlich die junge Generation (wozu auch die über 30jährigen gezählt werden dürfen...) zumindest an die Ära Adenauer keine eigene Erinnerung hat, erscheint ein zuverlässiges Ausfüllen der Informationslücken und eine Korrektur des (fragmentarischen) Bildes um so gebotener. Wie zurückhaltend die deutschen Historiker gegenüber dieser jüngsten Vergangenheit jedoch noch immer sind, kann man der Tatsache entnehmen, daß vier der fünf Bände zeitgeschichtlich orientierten Politikwissenschaftlern anvertraut wurden und nur einer einem »echten« Historiker (K. Hildebrand).

Ein Politikum kann in dieser repräsentativen Publikation gesehen werden, weil sie auf ihre Weise ein Beitrag sein will zur vollen Staatswerdung des westdeutschen Rumpfgebildes. Die Herausgeber sind sich dessen durchaus bewußt: »Die Bundesrepublik hat sich lange gewehrt, ein Staat im vollen Sinne des Wortes zu werden... Unter diesem Vorbehalt einer bewußt gepflegten Vorläufigkeit konnte und sollte sich weder ein Staats- noch ein Geschichtsbewußtsein entwickeln«. Das Entstehen und die Entwicklung eines derartigen Geschichts- und damit auch Staatsbewußtseins soll bei den hoffentlich zahlreichen Lesern der fünf Bände gefördert werden: »Wie sehr sie sich dagegen gesträubt hat, die Bundesrepublik Deutschland hat eine Geschichte, und diese soll erzählt werden... Wenn Geschichte... die geistige Form ist, in der sich eine Kultur über ihre Vergangenheit Rechenschaft gibt, dann bedarf die Bundesrepublik Deutschland der Vergegenwärtigung ihrer Vergangenheit und damit der Beschreibung ihrer Geschichte. So wenig die Herausgeber glauben, man könne aus der Geschichte Nutzenwendungen ableiten, so sehr sind sie doch davon überzeugt, daß Geschichte den eigenen Standort zu erhellen vermag...«

Zum Auftakt ist Band 2 über die ersten beiden Legislaturperioden der Ära Adenauer (1949–1957) erschienen. Noch 1982 sollte der Band 1 über die Besatzungszeit (1945–1949), also über die Vorgeschichte und Gründung der Bundesrepublik aus der Feder von Theodor Eschenburg erscheinen. Für 1983 ist der Band 3 über die zweite Phase der Adenauer-Ära (1957–63) vorgesehen, wie Band 2 von Hans-Peter Schwarz geschrieben. 1984 soll die Darstellung der Kanzlerschaft Ludwig Erhards und der Großen Koalition (1963–1969) folgen (von Klaus Hildebrand). Den Abschluß wird 1985 die Schilderung der sozialliberalen Ära von Karl Dietrich Bracher bilden (in der Vorankündigung bis 1980 reichend, aber wohl fortgeführt bis zum Herbst 1982). Man kann nur hoffen, daß diese rasche Erscheinungsfolge eingehalten